



VILLE D'ALBERTVILLE  
12 COURS DE L'HÔTEL DE VILLE - CS 60104  
73207 ALBERTVILLE CEDEX  
Tél. +33(0)4 79 10 43 00  
Fax +33(0)4 79 10 43 09

OFFICE NATIONAL DES FORETS  
143 Rue Pierre Corneille

69003 LYON

Albertville, le 12 septembre 2024

Service Urbanisme  
Affaire suivie par : Cécile HAZUCKA  
Tél : 04 79 10 44 20  
urbanisme@albertville.fr

**OBJET : URBANISME**

**Dossier n° DP07301124D5201**

Déposé le : 19/08/2024

Adresse du projet : 13 Avenue des Chasseurs Alpins

Monsieur,

J'ai le plaisir de vous adresser sous ce pli la décision vous permettant la réalisation de votre projet.

Je vous saurais gré de porter une attention toute particulière au respect des réserves contenues dans l'arrêté de la déclaration préalable.

Je vous précise que cette autorisation vous est délivrée sous réserve du droit des tiers.

Par ailleurs, je vous rappelle les principales formalités à accomplir pour la bonne mise en œuvre de cette décision :

1. **l'obligation de l'affichage de la présente décision sur le terrain par apposition sur le chantier d'un panneau lisible de la voie publique, pendant toute la durée du chantier**
2. **nous transmettre la Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux.**

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Maire et par délégation,

Karine MARTINATO,

Adjointe déléguée à l'urbanisme





VILLE D'ALBERTVILLE  
12, COURS DE L'HÔTEL DE VILLE - CS 60104  
74207 ALBERTVILLE CEDEX  
TEL : 03(0)4 79 10 43 00  
FAX : 03(0)4 79 10 43 09

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRÊTÉ MUNICIPAL

## DECLARATION PREALABLE

ARRETE DE NON OPPOSITION PRONONCE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Description de la demande	Référence du dossier
Nom et adresse du demandeur : <b>OFFICE NATIONAL DES FORETS</b> <b>143 Rue Pierre Corneille</b> <b>69003 LYON</b> Représenté par : <b>Monsieur KARR Nicolas</b>	Dossier n° <b>DP07301124D5201</b> Date de dépôt : <b>19/08/2024</b> Complet le : <b>19/08/2024</b>
Adresse des travaux : <b>13 Avenue des Chasseurs Alpains</b> Référence(s) cadastrale(s) : <b>AH-0082</b>	
Nature des travaux : <b>Rénovations diverses : isolation extérieure avec pose d'enduit de finition et remplacement du bardage bois – remplacement des menuiseries extérieures – peinture des volets bois – suppression de 3 fenestrons en façade sud rénovation des garde-corps – suppression des jardinières suspendues – pose d'un bloc de climatisation en façade sud – installation de 2 panneaux solaires en toiture</b> Destination : <b>Habitation</b>	

**Le Maire d'ALBERTVILLE,**

Vu la déclaration préalable susvisée ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) approuvé le 01/07/2013, modifié les 06/07/2015, 21/09/2015, 09/05/2016, 23/09/2019, 26/09/2022, 21/11/2022, 26/06/2023, révisé les 17/11/2014, 12/09/2016, mis en compatibilité le 15/07/2019 et notamment le règlement de la zone **Ub** ;

Vu le Plan de Prévention du Risque d'Inondation de l'Isère et ses principaux affluents en Combe de Savoie, approuvé par arrêté préfectoral le 19/02/2013, modifié le 24/12/2015 et le 09/07/2024, classant le terrain en zone blanche, où aucun risque d'inondation n'a été retenu ;

Vu le Plan d'Indexation en Z (P.I.Z.), classant le terrain en zone blanche, où aucun phénomène particulier de risque naturel n'a été retenu ;

**ARRETE**

**Article 1 :** Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Fait à ALBERTVILLE, le 12 septembre 2024

Pour le Maire et par délégation,

Karine MARTINATO

Adjointe déléguée à l'urbanisme



**Date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt : 23/08/2024**

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. **Transmis au Préfet le :**

### **INFORMATIONS PARTICULIERES**

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

#### **Durée de validité de la déclaration préalable**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

#### **Le bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le contenu du panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet « [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr) », ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

#### **Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

#### **L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers.**

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant le tribunal civil, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

#### **Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.